

A Tartuffe, Tartuffe et demi !

La meilleure défense, c'est l'attaque, dit-on. Surtout quand la situation est périlleuse, car l'offensive n'en apparaît alors que plus audacieuse, et celui qui la conduit plus intrépide. Par tempérament autant que par nécessité, Nicolas Sarkozy applique à la lettre cette tactique. Depuis qu'il est entré en campagne, en effet, tous les sondages d'intentions de vote annoncent invariablement sa défaite dans quatre semaines, au soir du second tour de la présidentielle. Le président-candidat a beau sentir " monter la vague " en sa faveur (Le Journal du dimanche du 8 avril), il n'a bénéficié jusqu'à présent que d'un léger ressac de son adversaire socialiste, à l'approche du premier tour. Donc, il attaque, attaque encore, cogne sans relâche, dans l'espoir que François Hollande, l'unique objet de son acharnement, finira groggy au soir du 6 mai.

Petit florilège, à Montpellier, jeudi dernier : M. Sarkozy dénonce, dans une même envolée, " la duplicité, le mensonge, l'absence de courage, la tartufferie " qui, à ses yeux, caractérisent la gauche. Et il en remet une bonne couche à Caen le lendemain et deux jours plus tard dans Le Journal du dimanche, en dénonçant cette " gauche caviar, si loin du peuple ", qui s'arroge " le droit de donner des leçons à tout le monde ", minée par " l'arrogance et la suffisance ", maniant " l'insulte " et la " violence " verbale tandis que le candidat socialiste pratique " l'esquive " et " l'ambiguïté ".

Peu lui importe que tout cela soit à l'emporte-pièce. Truffé d'inventions pures et simples (comme lorsqu'il prétend être allé à Fukushima en mars 2011), d'étonnantes confusions (comme de faire de Dominique Voynet la ministre " du temps libre " du gouvernement Jospin) ou d'étranges allégations (comme d'assurer que le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, est membre du bureau politique du Parti communiste, alors qu'il n'a siégé que quatre ans, entre 1997 et 2001, à son conseil national).

Au fond, Nicolas Sarkozy pratique la rhétorique commode consistant à accuser les autres, de façon virulente, de ce qui pourrait lui être reproché. Ainsi de la tartufferie, qu'il affectionne particulièrement depuis des semaines. Comme s'il savait trop bien que la duplicité, voire le cynisme, dont il a fait preuve depuis cinq ans explique pour une bonne part le profond discrédit dont il souffre auprès des Français.

Comment qualifier autrement que de tartufferie, en effet, la posture de candidat du " peuple " contre " les élites " adoptée par l'ancien maire de Neuilly-sur-Seine - haut lieu de résidence des élites en question -, ou par l'homme qui a fêté sa victoire de 2007 au Fouquet's, que l'on peut difficilement qualifier de soupe populaire ? Le président-candidat a, certes, fait amende honorable sur ce point ; cela n'efface pas, pour autant, le symbole d'un milieu à côté duquel la " gauche caviar " fait pâle figure.

Le peuple, lui, et en particulier cette moitié du peuple constituée d'ouvriers et d'employés, a eu le temps de comprendre, depuis quatre ans, qu'il est la première victime de la crise. 3,1 millions de personnes sont sans emploi (chômeurs de catégorie A), soit pas loin de 10 % de la

population active. Si l'on y ajoute les chômeurs en activité réduite, ou dispensés de recherche d'emploi, ce sont 5,3 millions de personnes qui sont inscrites à Pôle emploi. Quant à la pauvreté, elle touche, selon l'Insee, près de 8 millions de personnes qui vivent avec moins de 950 euros par mois (pour une personne seule).

Rude constat pour le candidat du peuple. Surtout quand les économistes de l'Institut des politiques publiques démontrent (Le Monde du 4 avril) que, non content d'être le président des riches, Nicolas Sarkozy aura surtout été celui des rentiers : les grands gagnants de son quinquennat auront été, selon cette solide étude, les contribuables ayant les plus hauts patrimoines et de faibles revenus d'activité. Loin de corriger l'explosion des revenus des très riches, la fiscalité a aggravé ce mouvement.

Comment, encore, qualifier autrement que de tartufferie la prétention du chef de l'Etat à être le meilleur gestionnaire des finances publiques, contrairement à la gauche qui, toujours dit-il, " vide les caisses " ? Il faut, pour l'affirmer, un singulier mélange de culot et d'amnésie : la dette publique a augmenté de quelque 600 milliards d'euros en cinq ans et la dépense publique atteint 56 % du PIB, contre 43 % en moyenne dans les pays de l'OCDE.

La faute à la crise ? En partie, oui. Mais mineure, comme le soulignait la Cour des comptes, dans son rapport de juin 2011, sur la situation des finances publiques : " La crise explique, au plus, 38 % du déficit, qui est surtout de nature structurelle et résulte largement de mesures discrétionnaires ", ce qui est une façon pudique de qualifier les avantages fiscaux consentis ces dernières années.

Quels que soient les engagements de gestion rigoureuse qu'il vient de prendre, ce bilan n'autorise en rien Nicolas Sarkozy à faire la leçon, comme il dit, " à la terre entière ". Et l'on pourrait continuer la liste des esbroufes du candidat de l'UMP. A commencer par cette " République irréprochable " promise en 2007 et qui s'est soldée par une série de conflits d'intérêts dont l'affaire Bettencourt, en cours d'instruction, est la plus emblématique, puisqu'elle a conduit notamment à la mise en examen pour " trafic d'influence passif " d'Eric Woerth, ancien trésorier de l'UMP et ministre du travail jusqu'à la fin 2010.

Reste évidemment l'éventualité que les électeurs aient la mémoire assez courte pour tomber dans ces grossiers panneaux. Le candidat de l'UMP veut le croire. On peut en douter. La dernière enquête Présidoscopie 2012, menée par Ipsos pour Le Monde auprès de 4 300 personnes inscrites sur les listes électorales et rendue publique le 5 avril, explore l'image détaillée des principaux candidats. Une nette majorité de Français estiment que Nicolas Sarkozy est dynamique et compétent, qu'il a des convictions et la stature présidentielle. En revanche, ils sont à peine plus du tiers à le juger " sincère " (37 %) et " honnête " (36 %), à penser qu'" il tiendra ses engagements " (37 %) et à estimer qu'il comprend les problèmes des gens comme - eux - " (30 %).

Autrement dit, les Français ne semblent pas dupes. C'est le destin de Tartuffe : une fois démasqué, il est déchu.

par Gérard Courtois © Le Monde